



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 9'460
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 9
Surface: 92'693 mm²



JEAN-CHRISTIAN LAMBELET, ÉCONOMISTE

«A Bruxelles,
on n'accepte pas que
la Suisse veuille rester
indépendante.
Elle y est très mal vue»

SÉLECTION

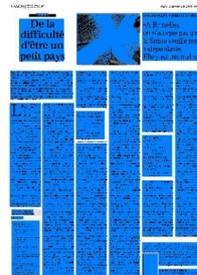
De la difficulté d'être un petit pays

Dans «Qui a tué le secret bancaire» (Slatkine), l'économiste Jean-Christian Lambelet aborde avec précision les difficultés de la Suisse à s'affirmer face à l'Union européenne. Il examine également les conséquences de la votation du 9 février 2014 sur la libre circulation des personnes et affirme que le verdict du peuple et des Cantons n'a peut être pas été aussi aberrant qu'on l'affirme volontiers. L'Europe est, selon lui, un continent en déclin. Pour retrouver sa vitalité et sa place dans le monde, elle devrait s'unifier réellement, bien plus qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais l'auteur s'interroge sur la possibilité d'une telle oeuvre en l'absence d'un ébranlement fondateur. Et sur la place de la Confédération dans cet ensemble.

L'UE d'aujourd'hui n'est ni un authentique État ni une alliance entre États, mais une sorte de club. Un club qui a ses règles, lesquelles sont cependant assez sou-

vent assouplies (lire: transgressées) pour les plus importants de ses membres. Ces derniers ont des obligations plus ou moins contraignantes, en échange de quoi ils jouissent de privilèges refusés aux non-membres. La caisse du club

est alimentée par d'assez modestes cotisations. Un membre qui se conduit mal peut être expulsé, mais il n'est pas permis de démissionner, ou que difficilement. Le club est géré par une commission permanente s'appuyant sur toute une bureaucratie, le dernier mot appartenant toutefois à un conseil réunissant les divers chefs de ses membres. Ces derniers élisent aussi un parlement, lequel a des pouvoirs relativement mineurs, mais en augmentation. Le contrôle démocratique des activités du club reste donc indirect et lointain au mieux, ce qui a alimenté ressentiment et aliénation



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 9'460
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 9
Surface: 92'693 mm²

parmi la foule de ses membres individuels.

Le club est relativement ouvert à de nouveaux venus, même s'ils sont moins prospères et moins démocratiques que les anciens membres, mais ce n'est pas toujours le cas (Turquie, Ukraine). La question la plus importante est cependant: dans quelle mesure le club entend-il être ouvert en général sur l'extérieur, particulièrement en matière économique?

Là, les avis divergent à l'intérieur du club. Certains pays membres, comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les nations scandinaves, Finlande comprise, penchent pour la plus grande ouverture possible dans le cadre d'un libre-échange généralisé. D'autres voient plutôt dans le club une sorte de gated community, c'est-à-dire un ensemble résidentiel clos, entouré de hauts murs et protégé de l'extérieur par toute une batterie de dispositifs sécuritaires. C'est manifestement le cas de la France où le colbertisme n'est pas près de disparaître, où règne une profonde méfiance envers diverses menaces extérieures (globalisation, Hollywood, OGM, etc.), mais qui résulte souvent d'une certaine paranoïa, et où l'on voit volontiers dans l'UE une sorte de Festung Europa. Entre les deux extrêmes, on trouve des membres avec des philosophies plus floues, comme l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Au risque de simplifier, on peut cependant dire que, dans l'UE considérée comme un tout, c'est plutôt l'introversion qui a prédominé et qui prédomine toujours. C'est certainement le cas de «Bruxelles» où l'influence française a été longtemps dominante, même si elle est en déclin depuis quelques années, suite surtout à la réunification allemande et à l'ar-

rivée d'une petite foule de nouveaux membres. Il serait quand même difficile, par exemple, de soutenir que l'UE a été, au sein de l'OMC et d'autres enceintes internationales, un puissant moteur en faveur du libre-échange mondial, notamment en matière de services, même s'il est de grands pays tiers, dont notamment l'Inde, qui y sont plus réfractaires encore. L'introversion relative du club est aussi une première raison (j'en vois trois au total) qui font que les relations entre l'UE et la Suisse peuvent être et ont souvent été difficiles et tendues.

Si l'on met à part l'agriculture ainsi que certains secteurs dans les services, l'économie suisse est l'une des plus ouvertes au monde, et cela de longue date, même s'il en est aujourd'hui de plus ouvertes encore, comme Singapour ou Hong-Kong. C'est en bonne partie à son ouverture que le pays doit sa prospérité.

Pour la Suisse, l'UE pose donc un dilemme: d'un côté, on tient à un accès au grand marché européen qui soit aussi libre et complet que possible; mais d'un autre côté, on tient tout autant à une ouverture maximale sur le reste du monde, ne serait-ce qu'en raison de l'im-

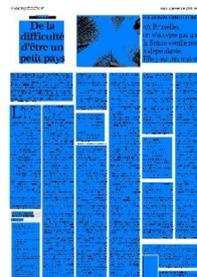
«L'ÉCONOMIE SUISSE EST L'UNE DES PLUS OUVERTES AU MONDE, ET CELA DE LONGUE DATE. C'EST EN BONNE PARTIE À SON OUVERTURE QUE LE PAYS DOIT SA PROSPÉRITÉ.»

portance des marchés non européens pour les exportateurs suisses. Si adhérer à l'UE devait forcer la Suisse à renoncer à son ouver-

ture mondiale ou devait la restreindre significativement, ce serait payer un prix très élevé, peut-être trop élevé (voir la discussion in fine).

Une deuxième raison des difficiles relations avec l'UE est que la plupart des citoyens suisses tiennent à l'indépendance de leur pays et y tiennent même beaucoup, du moins pour le moment. Or la notion même de pays européen indépendant n'est, disons, guère populaire dans les milieux de Bruxelles où l'on entend au contraire tout faire pour assurer une «union sans cesse plus étroite» (Traité de Rome, 1957), ce qui présuppose l'effacement progressif des identités nationales, sinon leur disparition complète. Je crois qu'à Bruxelles on ne comprend simplement pas ou, en tout cas, on n'accepte pas que la Suisse veuille rester indépendante et c'est en bonne partie pour cette raison qu'elle y est si mal vue (car il ne fait aucun doute qu'elle l'est). Une partie significative de la classe politico-médiatique suisse est cependant distinctement moins attachée à l'indépendance du pays que ne l'est sa population et il n'est pas exagéré de parler d'un certain fossé à cet égard. Pour commencer par deux exemples: Ruth Dreifuss a été conseillère fédérale socialiste et cheffe du Département de l'intérieur d'avril 1993 à décembre 2002; Micheline Calmy-Rey, également socialiste, a quant à elle dirigé le Département des affaires étrangères (DFAE) de décembre 2002 à décembre 2011.

Or Mme Dreifuss a cru bon de déclarer ce qui suit il y a quelques années: En réalité, il n'est pas important de savoir si la Suisse continuera d'exister ou non. Personnellement, j'espère voir la naissance d'une nouvelle construction euro-



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 9'460
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 9
Surface: 92'693 mm²

péenne chapeautant les pays. Le fait que la Suisse survive ou non en tant qu'État au sein de cette grande unité n'est pas important à mes yeux.

Quant à Mme Calmy-Rey, elle vient (février 2014) de signer, avec 32 autres personnalités suisses, un appel prônant l'adhésion à l'UE, un choix qui pour elle ne date pas d'aujourd'hui.

Parmi les autres anciens conseillers fédéraux ouvertement favorables à une adhésion, ou qui en ont donné tous les signes, on note Pierre Aubert, Flavio Cotti, Pascal Couchepin, Joseph Deiss, Jean-Pascal Delamuraz, René Felber et Moritz Leuenberger (tous les sept des Latins sauf le dernier, mais dont trois socialistes seulement). Du côté des hauts fonctionnaires de la Confédération, trois cas notoires sont ceux des ex-ambassadeurs Luzius Wasescha et François Nordmann ainsi que celui de Tim Guldimann qui représente aujourd'hui la Suisse à Berlin. Ah, on aimerait tellement pouvoir «jouer dans la cour des grands» et danser le menuet avec le ballet bruxellois...

Selon toutes apparences, cette attitude pro-adhésion n'était - ni n'est encore - majoritaire au sein du collège gouvernemental. Néanmoins, peut-on attendre de ce dernier qu'il défende fermement le principe de l'indépendance de la Suisse s'il comprend en son sein des membres qui n'y croient pas, cinq des neuf qui viennent d'être mentionnés ayant été en charge des affaires étrangères? A mon avis, on a là un des mauvais côtés de la «politique de concordance» et de la «formule magique» (dans la mesure où cette formule reste encore valable). Je ne sais pas combien de partisans de l'adhésion il peut y avoir exac-

tement dans les sphères dirigeantes et dans l'administration fédérale, mais je soupçonne, en me basant sur une expérience certes limitée, qu'ils sont plus nombreux qu'on ne pourrait le croire, particulièrement au sein du DFAE. Mme Calmy-Rey a notoirement attribué nombre de postes dans ce Département à des socialistes européens, mais l'influence de la gauche au sein du DFAE est plus ancienne. (Autant que je sache, c'est cette présence de la gauche sous Cotti déjà qui explique la composition de la Commission Bergier décidée à la fin de 1996. Ont en effet été nommés membres de cette commission des historiens et autres presque tous a priori critiques de la Suisse pendant la Deuxième

Guerre mondiale, le résultat étant, comme on pouvait s'y attendre, ce produit subprime qu'est le Rapport Bergier).

Lorsqu'on parle de des partisans de l'adhésion qui se déclarent ouvertement tels, ou qu'on a pu identifier comme tels, et qu'on leur demande ce qu'ils peuvent bien trouver de si attrayant dans l'UE, l'argument le plus fréquent est que cette dernière est un «magnifique projet de paix». Ce serait grâce à elle que l'Europe a enfin pu s'affranchir des guerres intestines qui l'ont minée pendant si longtemps. A mon avis, c'est aller un peu vite en besogne. L'UE a certes consolidé une volonté de paix en Europe, mais bien plus important a été le fait que ce sont les peuples d'Europe occidentale et centrale qui ont fini par comprendre, après la fin

«UNE PARTIE
SIGNIFICATIVE
DE LA CLASSE POLITICO-
MÉDIATIQUE SUISSE
EST DISTINCTEMENT

MOINS ATTACHÉE
À L'INDÉPENDANCE
DU PAYS QUE NE L'EST
SA POPULATION.
IL N'EST PAS EXAGÉRÉ
DE PARLER
D'UN CERTAIN FOSSE
À CET ÉGARD.»

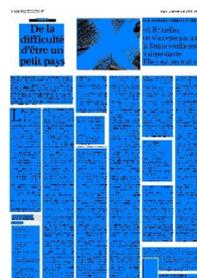
de la Deuxième Guerre mondiale et dans leurs profondeurs, qu'ils devaient désormais vivre en paix les uns avec les autres.

Un épisode survenu tôt dans l'après-guerre, mais relativement peu connu, m'en a convaincu alors que j'étais encore très jeune. C'est en 1946 que je suis allé en France pour la première fois et pour plus qu'un ou deux jours. La haine du Boche y était alors aussi répandue que virulente. Puis, dès environ 1950, les premiers touristes allemands sont revenus dans l'Hexagone, comme j'ai pu le voir à l'époque. On aurait pu penser que ces ex-occupants seraient plutôt mal accueillis. Or ce ne fut généralement pas le cas. Les esprits avaient évolué dans les populations d'Eu-

rope occidentale et centrale: elles avaient fini par comprendre que les haines réciproques devaient être surmontées. Je me souviens aussi qu'au commencement des années 1960 alors que je vivais aux USA et que la construction européenne n'en était qu'à ses débuts, les Américains de retour d'un voyage en Europe disaient volontiers avoir été surpris par le fait que les ressentiments nés de la guerre aient pu s'y apaiser aussi vite.

Venons-en à la troisième raison pour des relations Suisse-UE généralement difficiles.

La Suisse n'est certes pas un parangon du libéralisme économique. Au risque renouvelé de simplifier et de généraliser, la



L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 9'460
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 9
Surface: 92'693 mm²

concurrence - un ressort essentiel de cette philosophie - n'est pas quelque chose qui vient naturellement à la plupart de ses acteurs économiques, du moins ceux actifs dans les marchés intérieurs. Par instinct, beaucoup de ces acteurs cherchent plutôt des niches abritées ou alors ils concluent des «arrangements» entre concurrents potentiels. Et même en l'absence d'accommodements explicites, on préfère souvent «vivre et laisser vivre» plutôt que lutter les uns avec les autres dans l'arène économique - avec cependant des exceptions, car il est aussi quelques secteurs intérieurs où la concurrence joue vraiment (ainsi, Migros, Coop et d'autres grandes chaînes se font une vive concurrence, y compris pour ce qui est des prix). Quant aux entreprises travaillant pour l'exportation, la plupart doivent affronter une concurrence souvent très vive, parfois agressive.

Vus sous cet angle, certains secteurs de l'économie nationale se distinguent par leur manque de libéralisme: ainsi, l'agriculture suisse est l'une des plus réglementées, protégées et choyées au monde. Dans les services, quelques secteurs sont autant de chasses gardées (avocats et notaires, médecins et dentistes, ramoneurs et auto-écoles, services publics, etc.) dont les bénéficiaires trouvent toujours d'excellentes raisons pour nier que le principe de la concurrence puisse jamais s'appliquer à eux.

Jean-Christian Lambelet est professeur honoraire de l'Université de Lausanne. Economiste de formation, il est également historien par passion. Auteur d'une quinzaine de livres et de plus d'une centaine d'articles et d'études en économie politique, science politique et histoire, il vit aujourd'hui à Genève. Il est notamment l'auteur de «Secret bancaire : quelle importance pour la Suisse et pour le monde», «Les pharisiens ou la la dysintelligentsia suisse», de «Mobbing d'un petit pays» ou encore de «L'économie suisse: un essai d'interprétation et de synthèse».



JEAN-CHRISTIAN LAMBELET
«Qui a tué le secret bancaire? Et autres essais.»
Slatkine. 240 pages.

TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

PAYOT
LIBRAIRIE

Cinq meilleures ventes
de la semaine dernière
dans l'ensemble du réseau

- 1. Le Capital au XXI^e siècle**
Thomas Piketty
Seuil
- 2. Comment créer son entreprise: guide pratique**
David Veenhuys
Favre
- 3. Divorcer, un guide juridique**
Collectif
Etude Pépinet 4
- 4. Swiss made. Tout ce que révèle le succès de l'économie suisse**
R. James Breiding
Slatkine
- 5. Et si Marx avait raison? 50 questions pour comprendre l'économie**
David Boyle, Neva Goodwin,
Daniel Lauzon, Collectif
Courier du Livre (Le)